

## France &amp; Monde → Actualités

NUCLÉAIRE ■ Le deuxième réacteur de la plus ancienne centrale en activité en France a été arrêté dans la nuit

## Fin de production à Fessenheim

C'en est fini de Fessenheim. La centrale nucléaire alsacienne cristallisait toute l'attention. Sans doute était-elle devenue un enjeu politique trop important...

Jérôme Pilleyre  
jerome.pilleyre@centrefrance.com

Promesse de campagne de... François Hollande, la fermeture de Fessenheim, exploitée depuis 1978, se poursuit avec l'arrêt, la nuit dernière, du deuxième réacteur, le premier ayant été stoppé le 22 février. Située en Alsace, à 30 kilomètres de Mulhouse et de Colmar, à proximité de l'Allemagne et de la Suisse Fessenheim était la plus ancienne centrale nucléaire en activité en France.

François Lévêque, professeur d'économie à Mines ParisTech, s'interroge sur l'opportunité de cette fermeture.

■ **Le choix de fermer Fessenheim plutôt qu'une autre centrale ne s'explique pas par sa seule ancienneté ?**

Cette fermeture a quelque chose de totémique. Fessenheim est la première centrale nucléaire à avoir nourri autant de contestations à sa construction et tout au long de son activité. L'Allemagne est si proche et les Verts y sont si puissants. L'hostilité au nucléaire outre-Rhin est bien plus forte qu'en France. Le gros des manifes-



**PRODUCTION.** D'une puissance de 900 mégawatts chacun, les deux réacteurs de Fessenheim ont, en 2018, fourni près de 2,2 % de la production électrique en France métropolitaine. PHOTO AFP

tants qui font régulièrement des sit-in devant la centrale de Fessenheim vient ainsi du Bade-Wurtemberg voisin. Parce que le nucléaire inquiète davantage outre-Rhin, l'Allemagne a décidé en 2010 de le proscrire. L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daïchi, l'année suivante, a précipité cette sortie. Les centrales nucléaires sont arrêtées précocement les unes après les autres. L'objectif de zéro nucléaire d'ici 2022 sera probablement atteint.

■ **Cette fermeture répond à**

**des préoccupations plus politiques que proprement écologiques ?** Le Parti socialiste et les verts voulaient satisfaire tout ou partie de leur électoral. Il leur fallait faire un exemple, rapporter un scalp. Par son histoire et sa géographie, la centrale de Fessenheim était toute désignée. Était-ce la moins performante en coût de production du MWh ? Était-ce la moins sûre ? Ni EDF ni l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) n'ont été consultés pour choisir de fermer celle-ci plutôt qu'une autre. Fallait-il seu-

lement fermer une centrale ? Le politique a, sans concertation, tranché sur toutes ces questions.

■ **L'argument économique d'une surcapacité de la production d'électricité en France a été avancé...** Certes, il y a une légère baisse de la consommation en France en raison, principalement, de la désindustrialisation du pays. Mais c'est à l'échelle européenne qu'il faut appréhender la question. Si surcapacité il y a, celle-ci est européenne et non française. L'Europe a réalisé de gros investisse-

ments dans le renouvelable. Cette surcapacité tire les prix vers le bas. L'électricité est un marché de commodité, comme le pétrole ou le cacao, en conséquence les prix montent au ciel quand l'offre est inférieure à la demande et plongent en situation de surcapacité. C'est donc le prix et les anticipations du prix qui dictent l'ouverture ou la fermeture d'unités de production. Pas besoin de décisions du pouvoir exécutif ou législatif pour réaliser les ajustements. Par ailleurs, le nucléaire existant produit de l'électricité à moindre coût par rapport au charbon et au gaz et n'émet pas de CO<sub>2</sub>, il ne doit donc pas être arrêté précocement. Enfin, la France est le premier exportateur d'électricité européen.

■ **La part du nucléaire est aussi considérée comme trop importante...** L'électricité produite en France est à près de 70 % d'origine nucléaire. L'éventualité d'une panne systémique, qui obligerait à fermer subitement nombre de réacteurs, amène jusqu'aux partisans les plus ardents du nucléaire à juger aujourd'hui sa part trop prépondérante dans le mix énergétique français. Il est raisonnable de réduire cette part. L'objectif fixé est de la réduire à 50 %. Cet objectif a été fort heureusement repous-

sé de 2025 à 2035 dans la loi énergie climat adoptée par le Parlement en 2019. Fort heureusement car arrêter à l'avance des centrales pourtant rentables pour EDF et sûres selon l'ASN revient à jeter de l'argent par les fenêtres.

■ **Dans un rapport de février 2020, la Cour des Comptes dénonce le choix d'indemniser EDF pour un fonctionnement présumé jusqu'à 60 ans alors que Fessenheim ne réunissait pas les conditions pour passer sa quatrième visite décennale. On parle d'une compensation comprise entre 370 et 443 millions d'euros...** Cette somme me paraît bien faible par rapport aux pertes pour EDF, pertes imposées par l'État qui a décidé seul. Certes, celui-ci détient 80 % du capital d'EDF. De nombreux paramètres compliquent l'évaluation de ce manque à gagner pour l'entreprise publique. Fessenheim aurait-elle pu encore produire pendant vingt ans, moins ou plus ? Pour quelles recettes selon le prix de marché futur ? Deux députés, toutefois, se sont risqués à ce calcul. Ils arrivaient à une estimation qui ne se chiffrait pas en quelques centaines de millions d'euros, mais à plusieurs milliards ! ■

➔ **Lire.** François Lévêque, *Les habits neufs de la concurrence, Ces entreprises qui innovent et reflètent tout*, Odile Jacob, 2017, 24 euros.

## Le parc nucléaire français reste le deuxième dans le monde

Le parc nucléaire français reste le deuxième au monde derrière celui des États-Unis (98 réacteurs) malgré la fermeture des deux réacteurs de Fessenheim.

La France compte encore 56 réacteurs nucléaires d'une puissance de production cumulée d'environ 61.000 mégawatts (MW). Ces centrales, réparties sur une vingtaine de sites, fournissent 70 % du total de l'électricité produite dans le pays, ce qui est de loin la plus forte proportion au monde devant la Slovaquie (55 %), l'Ukraine (53 %) et la Hongrie (51 %).

**La loi ne fixe pas de durée de vie aux centrales nucléaires**

Les 98 réacteurs américains ne fournissent que 19 % du total de l'électricité aux États-Unis, le pays étant le deuxième plus gros consommateur d'électricité au monde après la Chine (où le nucléaire ne repré-

sente que 4 % de la production électrique).

Les réacteurs français en activité utilisent tous la technologie dite de deuxième génération, à eau pressurisée, et sont gérés par EDF.

Après la fermeture de Fessenheim, Bugey, dans l'Ain, devient la plus ancienne centrale française en activité avec deux tranches inaugurées en 1978.

La loi française ne fixe pas de durée de vie aux centrales nucléaires. Toutefois, la durée de fonctionnement initialement envisagée par EDF pour ses réacteurs de deuxième génération était de 40 ans.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), considère, elle, que « la poursuite du fonctionnement des réacteurs au-delà de quarante ans n'est envisageable que si elle est associée à un programme volontariste et ambitieux d'améliorations au plan de la sûreté ».

En 2014, EDF estimait à 55 milliards d'euros le coût pour rendre possible l'exploitation de ses centrales au-delà des 40 ans. ■

## En attente de réels projets de reconversion

À Fessenheim, alors que la doyenne des centrales françaises vient de fermer, on attend toujours les projets qui visent à compenser les emplois perdus.

En février, quand le premier réacteur a été éteint, les projets d'alternatives économiques à la centrale dans cette zone proche de la frontière allemande, entre Colmar et Mulhouse, en étaient encore au stade des discussions, qu'il s'agisse de la création d'une zone économique le long du Rhin pour attirer des entreprises, du développement du port fluvial ou d'un « technocentre » de recyclage de matériaux métalliques.

Cinq mois plus tard, « on est exactement dans la même situation », se désespère le maire de la commune de 2.500 habitants, Claude Brender, qui parle « d'incertitude totale » sur nombre de sujets.

Pour l'édile réélu le 15 mars et fervent défenseur de la centrale, cela ne fait aucun doute : le trou d'air tant redouté « aura lieu ». « Il n'y a aucune perspective à court terme



**EMPLOIS.** Quelque 750 salariés et 300 prestataires travaillaient sur le site de Fessenheim. PHOTO AFP

sur le bassin d'emploi de Fessenheim », regrette-t-il.

Une usine de biocombustible issu du bois est bien en projet avec plusieurs centaines d'emplois à la clé, mais sa mise en service par le groupe Européenne de biomasse n'est pas prévue avant 2023-2024.

**L'État indifférent**  
Seuls soixante salariés EDF resteront pour le démantèlement de la centrale vers 2024. Fin 2017, ils étaient encore 750 ainsi que 300 prestataires.

À l'approche de l'arrêt définitif de la centrale, les élus

locaux pestent à tout va contre « l'indifférence de l'État », malgré un « projet d'avenir » signé début 2019 avec l'ambition de faire de cette zone un modèle de reconversion industrielle et énergétique.

Le député LR, Raphaël Schellenberger, à la tête d'une mission parlementaire sur la fermeture du site, a critiqué « un manque d'engagement et d'intérêt de l'État », tandis que la présidente du Haut-Rhin, Brigitte Klinkert, juge qu'il faut « impérativement passer à la vitesse supérieure ». Voulu comme « l'outil

opérationnel » de la reconversion du territoire de Fessenheim, la société d'économie mixte (SEM) franco-allemande, annoncée en janvier, n'est toujours pas concrétisée.

Autrefois zone agricole pauvre, le village de Fessenheim et ses alentours ont vu arriver avec la centrale des dizaines de familles dotées de bons revenus, mais aussi des millions d'euros de retombées fiscales. La commune a développé services et infrastructures et vu s'installer un nombre de commerces particulièrement important pour sa taille.

Cet été, quelque 150 familles vont quitter la commune et encore autant l'été suivant. ■

➔ **Temps long.** Après l'arrêt du deuxième réacteur de la centrale nucléaire, viennent la préparation du démantèlement qui durera 5 ans et, ensuite, le démantèlement réel et la démolition du site qui s'étireront sur 15 ans et quatre étapes : le démantèlement électromécanique, l'assainissement des structures, la démolition des bâtiments et, enfin, la réhabilitation du site. La fin de la démolition est prévue à l'horizon 2040. La restauration du site, c'est-à-dire son déclassement, prendra un an pour une fermeture totale en 2041.